

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Comptes-catastrophiques-d-Areva-les-contribuables>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Nos dossiers et analyses > L'industrie nucléaire est en faillite ! > **Comptes catastrophiques d'Areva : les contribuables n'ont pas à payer pour sauver une industrie nucléaire en faillite !**

25 février 2016

Comptes catastrophiques d'Areva : les contribuables n'ont pas à payer pour sauver une industrie nucléaire en faillite !

Communiqué de presse

Alors que le "fleuron" de l'industrie française accuse une perte de 2 milliards d'euros, les Français ne devraient pas avoir à payer le sauvetage d'une filière sans avenir.



Le krach d'Areva : une affaire d'État

Areva paie aujourd'hui la folie de l'EPR d'Olkiluoto et ses investissements désastreux dans Uramin.

L'État, actionnaire majoritaire d'Areva, a une responsabilité importante dans cette situation pour avoir laissé Areva commettre des erreurs stratégiques monumentales et, plus encore, fermé les yeux sur le scandale Uramin, les soupçons de corruption de dirigeants et les possibles délits d'initiés.

Des impacts sur la sûreté et les travailleurs

Alors qu'Areva ne compte pas restreindre ses activités et prévoit un plan social qui toucherait 6000 postes, le plan d'économie prévu aura inévitablement des répercussions sur la sûreté, avec un recours accru à la sous-traitance pour diminuer les coûts, une maintenance rognée et une pression supplémentaire sur les travailleurs.

Un scandale payé par les contribuables !

Alors qu'une recapitalisation d'un montant de 5 milliards d'euros est prévue, ce seront finalement les contribuables - à qui le nucléaire a été imposé - qui supporteront le poids du "sauvetage" d'Areva. En période d'austérité économique, alors que de nombreux budgets subissent des coupes drastiques, il est immoral que l'argent public continue de couler à flot pour renflouer une entreprise soupçonnée de malversations.

Lourdement endettée, Areva ne pourra de surcroît pas faire face à ses charges de démantèlement et de gestion des déchets. En vertu d'une récente ordonnance, qui prévoit la solidarité des actionnaires majoritaires en cas de défaillance de l'exploitant, l'État, et donc les contribuables devront à nouveau mettre la main à la poche.

Pas d'acharnement thérapeutique pour une filière en faillite !

C'est la filière nucléaire française dans son ensemble qui est en faillite. Alors qu'EDF, déjà plombée par les coûts à venir du "Grand carénage" [1], est déjà endettée à hauteur de 37,5 milliards d'euros, exiger qu'elle rachète une partie des activités d'Areva n'a aucun sens. Les restructurations prévues et recapitalisations annoncées ne sont que des manoeuvres vaines pour laisser penser qu'un sauvetage de la filière est possible.

Le nucléaire est un tonneau des Danaïdes ! L'État doit arrêter d'engloutir des milliards dans cet impossible sauvetage d'une industrie dangereuse, polluante et dépassée. Pour empêcher la catastrophe industrielle, la seule solution est d'arrêter les frais en engageant dès maintenant une sortie du nucléaire et une reconversion vers une authentique transition énergétique. En particulier, c'est le moment ou jamais de mettre fin au retraitement des déchets à La Hague et à la fabrication de combustible MOX, opérations chères, polluantes et inutiles, d'autant que les installations [se dégradent plus rapidement que prévu](#).

Notes

[1] Vaste programme de travaux destiné à prolonger la durée de fonctionnement des centrales au-delà de 40 ans